Proche-Orient et guerre du gaz

Publié par Charles Millon · 23 septembre 2014, 19:36

Le 26 août 2014 un accord de cessez-le-feu a été conclu après 50 jours de conflit qui ont fait plus de 2.140 morts et 11.000 blessés parmi les Gazaouis et 74 côté israélien, Palestiniens et Israéliens s'étaient donnés un mois pour reprendre les discussions concernant l'enclave palestinienne de la bande de Gaza.

Cinquante ans de tensions permanentes, plusieurs guerres, un flot d'horreur et le risque constant de voir s'embraser une région fébrile.

Peut-être sommes-nous face à un conflit dont l'ampleur dépasse largement ceux des précédentes décennies, et dans lequel l'Europe pourrait se retrouver entraîner, inexorablement et pour longtemps.

Ce conflit porte un nom : la guerre du Gaz. Car derrière la guerre – menée selon Israël contre le terrorisme à Gaza, et selon le Hamas contre le sionisme impérialiste – s'en dissimule une autre, moins médiatisée.

Un vent mauvais pourrait bien souffler pour longtemps dans ce « Levantin », antique zone de migration entre le continent africain et l'Eurasie, qui part de l'Egypte et remonte jusqu'en Turquie ; il balayerait sur son passage les côtes de Gaza, Israël, Chypre, le Liban et la Syrie. Rebaptisé « Levantine Energy Corridor » par les multi nationales pétrolières, cette partie Est du bassin Méditerranéen fait l'objet depuis plus d'une vingtaine années de recherches poussées en matière d'hydrocarbures.D' importantes réserves de gaz et de pétrole y ont été découvertes au début des années 2000.

Trois grands bassins se dessinent : l'un au sud de Chypre, l'autre au large du Liban et de la Syrie, le dernier au large de la bande de Gaza et d'Israël. Pas loin des grandes réserves égyptiennes.

Des zones territoriales maritimes aux contours non déterminés, qui vont à coup sûr être farouchement disputés dans l'avenir, laissant entrevoir d'autres conflits dans cette région.

Selon plusieurs sources, qui généralement demeurent anonymes, l'une des raisons de l'invasion militaire de la Bande de Gaza par les forces israéliennes vise directement le contrôle et la possession de réserves stratégiques de gaz offshore.

A 30 km des côtes palestiniennes se trouve en effet un gros gisement de gaz naturel, baptisé Gaza Marine, estimé à 30 milliards de mètres cubes pour une valeur de plusieurs milliards de dollars. D'autres gisements de gaz et pétrole, selon une carte établie par l'agence gouvernementale américaine U.S Geological Survey se trouveraient en terre ferme à Gaza et en Cisjordanie.

Ces réserves de gaz ont été sur le papier attribuées pour une exploitation de 25 ans par l'Autorité palestinienne à British Gas (BG Group) et à son partenaire d´Athènes, Consolidated Contractors International Company (CCC), propriété du

Liban et de la famille Sabbagh Koury. Sur le papier seulement, puisque depuis jamais les conditions de sécurité minimales n'ont été réunies pour que l'exploitation puisse simplement commencer.
Imaginer que l'un des buts de la guerre présente menée par Israël, baptisée opération « Bordure protectrice », vise le contrôle des ressources gazières ne relève pas de la paranoïa, si l'on veut bien prendre en compte les faits suivants : l'actuel ministre de la défense de Tel Aviv, Moshe Ya'alon, s'inquiétait en 2007, juste avant l'opération militaire « Plomb Fondu » dirigée elle aussi contre la bande de Gaza, que cette source potentielle de revenus qu'est le gaz ne serve pas à aider à la construction d'un Etat palestinien, mais bien à financer des attaques terroristes contre Israël.
Il avait alors évoqué la possibilité, pour le Hamas, d'utiliser ces fonds pour attaquer le Fatah: « Sans une opération militaire permettant de chasser le Hamas des postes de commande de Gaza, aucun forage ne peut débuter sans l'accord du mouvement islamistes radical », disait-il. L'opération Plomb Fondu n'avait, à l'époque, pas permis d'atteindre ses buts (éradiquer le Hamas), mais avait coûté la vie à près de 1400 Palestiniens dont 773 civil et 9 Israéliens (dont 3 civils).
Selon les sources, plusieurs scénarios sont envisageables : certains évoquent l'ambition d'Israël d'éliminer le Hamas dans la bande de Gaza afin de « générer un climat politique permettant de mener à un accord sur le gaz », ce qui impliquerait un accord avec le Fatah de Mahmoud Abbas dès lors qu'il aurait repris le pouvoir sur la bande de Gaza. Déjà en 2012, le premier ministre Benjamin Netanyahu appelait de ses vœux cet accord que le Hamas, exclu des négociations, avait naturellement rejeté par avance.
D'autres imaginent qu'Israël, Fatah ou pas Fatah, projette dans tous les cas d'exploiter le gaz à son propre profit : le contrat qui avait été négocié par BG Group avec les Palestiniens, aurait depuis été renégocié avec l'Etat Israélien. Mais, encore selon d'autres sources, des négociations auraient aussi eu lieu entre l'Autorité Palestinienne et le russe Gazprom pour développer le champ gazier de Gaza.
Dans tous les cas, l'enjeu du gaz devient colossal dans cette partie du Proche-Orient qui jusque là n'avait pas été habituée à en être bénéficiaire ou victime. Car d'autres gisements offshores ont été découverts en Méditerranée, au large des côtes israéliennes, qui risquent d'engendrer d'autres conflits territoriaux : ainsi, depuis mars 2013, Israël peut compter sur des ressources gazières propres grâce à l'exploitation du champ de Tamar, situé dans sa zone maritime et dont la capacité est évaluée à 238 milliards de mètres cubes. Outre la consommation nationale, cette poche de gaz naturel permettra à Israël d'exporter une partie de la production vers la Jordanie.
Mais la vraie source de conflit est ailleurs : le champ du « Léviathan » situé plus au nord, loin des côtes de Gaza, dont les ressources sont estimées à près de 500

milliards de mètres cubes.
Le problème est que ce gaz et l'éventuel pétrole qui se trouverait dessous se trouvent dans une zone marine frontalière que se disputent outre Israël, le Liban et Chypre.
Un tel volume, s'il était exploité, pourrait transformer Israël en exportateur net vers l'Europe, la Jordanie et l'Egypte, modifiant ainsi fondamentalement les relations de l'Etat hébreu avec son voisinage.
Jusque là, en effet, Israël était tributaire de l'Egypte pour le gaz et les soubresauts du printemps arabe au Caire, tarissant partiellement les livraisons, avaient passablement agacé Tel Aviv.
Les gisements en eux-mêmes sont inclus dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) israélienne (zones définies à la convention de Montego Bay sur le droit de la mer en 1982, délimitant un espace de 200 miles marins – environ 370 km – à partir des côtés de l'Etat en question).
Cependant, le Liban conteste le principe de la ZEE, pourtant fruit du droit international. Selon lui, la frontière entre les deux ZEE n'a pas de fondement légal et ne résulte d'aucun accord entre les deux Etats.
S'il paraît difficile qu'Israël trouve un accord avec le Liban, où loge son ennemi juré, le Hezbollah, plus curieuses sont les nouvelles relations, apparemment cordiales, qu'il a noué avec la Russie de Vladimir Poutine.
Les causes en sont multiples, notamment la position d'accusé dans laquelle se retrouvent les deux nations devant la communauté internationale : la Russie à cause de l'Ukraine, Israël à cause de Gaza et des territoires palestiniens en général.
Mais il se peut encore qu'Israël, devant le refroidissement de ses relations avec les Etats-Unis de Barak Obama, ait trouvé dans la Russie un nouvel interlocuteur de poids, notamment pour traiter indirectement avec l'Iran.
De plus, la qualité des rapports d'Israël avec ses voisins proche-orientaux étant, on le sait, exécrables, il pourrait se trouver dans la situation paradoxale d'être privé de débouchés pour son gaz éventuel.
On pourrait ainsi supposer que la Russie serve aussi d'intermédiaire pour une voie du gaz inédite qui passe par la Syrie de Bachar el Assad, venant se raccorder ensuite sur South Stream, le gigantesque gazoduc que Vladimir Poutine est en train de construire avec l'aide du consortium italien ENI et la participation de l'entreprise française EDF à destination de l'Europe, pour contourner l'Ukraine.
Ce qui porterait un nouveau coup, peut-être fatal, à Nabucco, le grand rival de South Stream qui, soutenu par l'Union européenne et les Etats-Unis pour faire pièce aux Russes, devait transporter le gaz d'Azerbaïdjan et d'Iran, vers la même Europe.
Le jeu de la Turquie reste trouble, puisque les deux pipelines sont censé passer par son territoire, et les moulinets de bras d'Ankara face à Israël (le Premier

ministre turc avait qualifié le sionisme de « crime contre l'humanité ») ne pèseront certainement pas lourd devant les enjeux financiers et géostratégiques du nouveau gaz méditerranéen.
Si tout ceci demeure pour le moment à l'état de supposition, on ne peut ne pas voir qu'un nouveau grand jeu se met en place dans la région, dont les termes dépassent le simple et cruel problème de Gaza occupée par le Hamas.
Charles Millon